

Etranger

Israël sur l'échiquier du Proche-Orient

A tout considéré, Israël, cet Etat-tampon entre le monde arabe et mer Méditerranée reste une pièce maîtresse du conflit endémique qui dériche depuis une trentaine d'années le Proche-Orient.

Jamais un Etat n'a suscité autant de controverse. Jamais un peuple n'a évoqué des défaits inoubliables dans l'histoire. Pour Israël et le peuple juif que nous avions le privilège d'approcher appelle l'histoire biblique qui incite à la curiosité.

En y allant le Président Mobutu a brisé certains préjugés et rétabli une certaine réalité historique qui du reste a profité au journaliste que nous sommes.

Le Président-fondateur est parti en Israël aider la cause arabe est-à-dire rappeler les amis du Zaïre qu'il existe l'OLP et la Palestine.

Dès lors, plusieurs années historiques en ligne de compte pour appréhender la réalité juive sur l'échiquier du Proche-Orient. Pourquoi par exemple le Président s'est refusé de répondre à la demande du maire de Jérusalem, Teddy Kolle de transférer notre ambassade dans sa ville que les Israéliens considèrent comme leur capitale alors que l'opinion internationale par le truchement de l'ONU soutient son statut international.

Pourquoi, par exemple, l'économie israélienne a fait des prouesses dans l'agriculture par un système d'irrigation dans le désert présente des villes à cause de l'état de guerre permanent. La guerre que ce pays a livrée et livre contre ses voisins, le Liban, la Jordanie, la Syrie et l'Egypte. Heureusement pour ce dernier, un accord de paix a été signé à l'époque d'Anwar El Sadate a même permis de nouer les relations diplomatiques avec Tel Aviv.

histoire

En effet, Israël a toujours été un point de jonction de groupes ethniques différents

par leurs origines, leurs milieux et leurs religions.

A travers les siècles et au gré des conquêtes et reconquêtes, ce pays était habité par des Cananéens, Israélites (juifs), Romains, Perses, Arabes, Croisés, Mameluks, Turcs et mêmes des Anglais. C'est au milieu du vingtième siècle qu'une démarcation s'opéra en Israël. En effet, en 1977, après que les Britanniques eurent conquis la Palestine sur les Turcs, le gouvernement britannique annonça dans un document connu le nom de "Déclaration Balfour" (ancien ministre britannique) qu'il était favorable à l'établissement en Palestine d'un foyer national juif. Cependant, si tôt le mandat attribué à la Grande Bretagne, celle-ci partagea arbitrairement la Palestine accordant la région située à l'Est du Jourdain ou la Transjordanie (77 % du territoire) à Abdallah, originaire de la péninsule arabe. Ce territoire devint, 25 ans plus tard, un royaume arabe indépendant, rebaptisé ultérieurement Jordanie.



Le "Mur de Lamentation" de Jérusalem surmonté par la mosquée du Dôme du Roc.

Quant au 23 % du territoire restant, la Palestine, il s'est posé en 1947 un problème du fait de son partage par l'ONU en deux parties. L'une devint l'Etat juif d'Israël et l'autre un Etat palestinien arabe. L'Etat arabe avorta pendant que l'armée transjordanienne envahit ces territoires face aux hésitations britanniques.

L'indépendance et la guerre

Le 14 mai 1948 Israël proclama son indépendance sans attendre l'aval des britanniques. Ce qui

souleva une sainte colère de la part des Etats arabes voisins qui entrèrent dans la danse infernale en faisant la guerre contre le jeune Etat. Sur l'autoroute Tel Aviv - Jérusalem quelques vestiges de cette guerre d'indépendance sont remarquables.

La guerre se termina, un an plus tard, par des accords d'armistice entre Israël et chacun des 4 états arabes voisins: Egypte, Transjordanie, Liban et Syrie.

Cependant, une guerre larvée se poursuit au point qu'en 1967, Israël profita d'une attaque jordanienne pour élargir son territoire. Notamment la Judée-Samarie, le district de Gaza et le plateau de Golan. La guerre de Kippour a mis fin aux accords d'armistice de 1949 et a fait rebondir le problème de l'internationalisation de la ville sainte de Jérusalem dont une partie importante (les Lieux saints) était sous occupation jordanienne.

Ainsi donc entre 1948 et 1967 cette ville était coupée en deux par les lignes d'armistice tracées après la guerre

d'indépendance. La vieille ville, avec ses nombreux Lieux saints, se trouvait aux mains des Jordaniens. Depuis, les Israéliens ont fait de cette ville internationale, leur capitale malgré les protestations de l'opinion internationale. Voilà pourquoi le Zaïre n'a pas souscrit à la demande du maire de Jérusalem. Cependant: un seul pays a son ambassade dans cette ville sainte: le Costa Rica.

Israël : Etat de guerre et ses conséquences

Si tous les ministères



Le Président Mobutu accueilli par le Ministre de la Défense au Quartier général des Forces israéliennes à Tel Aviv.

sont installés à Jérusalem, il n'en demeure pas moins vrai que seul celui de la Défense reste encore à Tel Aviv. Cependant, Israël a développé une industrie et une agriculture moderne le long de la plaine côtière où vivent les trois quarts de sa popu-

du Liban d'où, une bonne partie devrait prendre le chemin de "l'exil" en Tunisie. Ce qui contraint l'OLP à des négociations.

Ensuite, cette situation a accentué une violente guerre interarabe à caractère religieux.

Si la Syrie tend à ti-



Une échoppe arabe dans la ville controversée de Jérusalem

lation. Tandis que la Judée-Samarie "reconquise" après la guerre de 1967 a son importance pour la sécurité d'Israël, étant donné que les montagnes abruptes dominent toute la plaine côtière. Par conséquent, le contrôle de cet éperon rocheux est pour Israël une affaire de vie ou de mort dans un pays où le service militaire est obligatoire pendant 3 ans pour les gens à partir de 18 ans et de 2 ans pour les jeunes filles: Tandis que chaque habitant est un militaire de réserve jusqu'à l'âge de 55 ans pour un homme et 35 ans pour une dame.

Pour l'heure, Israël que nous avons visité a réussi à se retirer du Sud-Liban après son opération "Paix en Galilée" initiée depuis 1982. Ceci a conduit à plusieurs situations fort avantageuses pour Tel Aviv. D'abord, les Israéliens ont contraint le monde arabe de refuser aux Palestiniens le droit de lutter contre eux à partir de tous les territoires sauf celui

rer les marrons du jeu en jouant au suprême arbitre dans ce caffouilli grâce à des alliances obscures et sordides, il n'en demeure pas moins vrai que Washington veut jouer sa carte par un rapprochement entre les Israéliens et la coalition jordanopalestinienne. Notamment par le Conseil national palestinien où domine Yasser Arafat.

Selon une certaine presse occidentale qui publiait un sondage, 37%

d'Israéliens sont pour une participation palestinienne à d'éventuelles négociations de paix. Il y a 10 ans: 15% seulement approuvait l'initiative. Cette évolution d'état d'esprit rejoint les thèses du Zaïre sur le problème du Proche-Orient.

Cela ne peut que confirmer la sagesse des dirigeants de notre pays principalement le Maréchal Mobutu Sese Seko qui entend jouer sa carte souverainement.

Eyenga Sana.